

# **Débat général**

## **Assemblée générale des Nations Unies**

### **Discours du Premier Ministre Elio Di Rupo**

27 septembre 2014

Myriam Riva,  
Emmanuel Riva,  
Dominique Sabrier,  
Alexandre Strens,

Voici les noms des quatre personnes sauvagement assassinées le 24 mai dernier à Bruxelles.

Quatre personnes tuées uniquement parce qu'elles se trouvaient dans un musée juif. Une institution dédiée à la culture, à la connaissance et à l'intelligence.

J'ai nommé ces quatre victimes. Mais je n'oublie pas les milliers de victimes anonymes de la barbarie dans le monde.

Car l'acte abject qui a eu lieu au Musée Juif de Belgique est relié aux événements qui bouleversent le monde en ce moment. En Syrie, en Irak, mais aussi dans des pays comme l'Algérie, des terroristes assassinent chaque jour des innocents.

La Syrie et l'Irak nous inquiètent tout particulièrement. Là-bas, des populations sans défense, des femmes et des enfants, sont victimes de massacres, de persécutions, de destructions et du vol de tous leurs biens.

Tout cela parce qu'elles appartiennent à des cultures, y compris musulmanes, qui ne conviennent pas aux terroristes.

Pourtant, aucune religion et certainement pas l'Islam, ne dit qu'il faut tuer ceux qui pensent différemment.

Nous devons le dire et le redire, pour enlever toute excuse à ces criminels qui sèment la terreur.

\*\*\*

L'histoire personnelle de l'auteur présumé de l'attaque contre le Musée Juif de Belgique interpelle chacun d'entre nous.

C'est celle d'un djihadiste français qui a séjourné en Syrie dans les rangs du soi-disant « Etat islamique ».

Qui aurait été l'un des geôliers d'otages occidentaux détenus par l'organisation islamiste. Ce djihadiste s'est ensuite déplacé à travers l'Europe avant de commettre l'irréparable.

C'est une trajectoire commune à beaucoup de ces « combattants étrangers ».

Ces « combattants étrangers » constituent une menace pour tous les pays du monde.

La résolution votée avant-hier par le Conseil de sécurité est un pas important vers une réponse coordonnée à l'échelle mondiale.

Nous devons, et nous allons, mettre ces terroristes hors d'état de nuire.

Au-delà du soutien humanitaire qu'elle a déjà apporté aux populations irakiennes, la Belgique vient de décider l'envoi de six chasseurs F16, en soutien à la lutte contre le terrorisme en Irak.

Mon pays veut aussi renforcer la collaboration entre les Etats. La Belgique souhaite en effet intensifier les échanges d'informations au niveau européen et au sein de l'OTAN.

Comme le demande la résolution du Conseil de sécurité, un effort préventif important doit aussi être fourni pour empêcher les candidats au djihad d'atteindre les zones de combats.

Nous devons empêcher le recrutement, la formation et le transport de nos ressortissants tentés de rejoindre les groupes terroristes.

Pour les mineurs d'âge en particulier, chaque pays doit faire preuve d'une vigilance totale en ce qui concerne le contrôle des frontières.

Le combat que nous menons contre les terroristes témoigne d'un conflit entre deux conceptions de la vie :

Celle du respect pour les êtres humains que nous avons et que les terroristes n'ont pas ;

Celle de la défense de la liberté partout et toujours, dont les terroristes ne veulent pas ;

Celle de la tolérance alors que les terroristes prêchent et imposent l'intolérance.

Pour nous, la vie n'a pas de prix.

Pour eux, elle ne vaut rien.

Mes chers Collègues,

Nous le savons, les actions militaires ne suffisent pas.

Ici comme là-bas, ce qu'il faut, c'est privilégier l'éducation, l'accompagnement pédagogique, l'ouverture à autrui et au monde.

Notre objectif doit être de « dé-radicaliser » les radicaux violents.

Je ne peux m'empêcher de penser que le désastre humain auquel nous assistons est aussi la conséquence d'un échec cuisant.

Celui des responsables politiques qui ont privilégié les solutions militaires, la prétendue « guerre préventive ».

Voici quelques années, la Belgique avait refusé de participer à une telle opération en Irak.

Comment ne pas voir que les frustrations et les humiliations ont encore renforcé le radicalisme ?

Les choses étant ce qu'elles sont, nous devons à présent faire face à l'urgence.

Et agir, y compris sur le plan militaire.

Mais nous devons aussi penser à l'avenir et investir durablement dans des actions civiles.

Partout, la construction d'un Etat qui protège ses citoyens doit être la priorité.

Le renforcement de l'Etat de droit et l'amélioration des conditions de vie constituent la meilleure prévention des crises.

De telles réponses sont aussi bien moins coûteuses que la gestion au jour le jour des frustrations et des violences.

Dans de nombreuses crises aujourd'hui, on constate que les Etats concernés sont en situation de grande faiblesse, voire en quasi faillite.

La désignation d'un nouveau Premier Ministre en Irak, par exemple, envoie le bon signal d'inclusion et de tolérance.

\*\*\*

Mes chers Collègues,

Permettez-moi d'évoquer d'autres illustrations de ce principe.

En ce qui concerne le Proche-Orient, d'abord.

Nous avons assisté cet été, avec désespoir, aux tirs de roquettes sur Israël et aux bombardements massifs de Gaza.

Les combats se sont soldés par la perte de 2101 vies du côté palestinien et 67 vies du côté israélien.

La guerre n'est pas la solution. Il n'y a pas d'autre voie que le retour à des négociations pour aboutir à la paix, à une paix fondée sur deux Etats coexistant dans la sécurité.

Le statu quo n'est évidemment pas une option.

Nous devons remettre le règlement du conflit israélo-palestinien tout en haut de l'agenda international.

Ce règlement constituerait d'ailleurs un important facteur de stabilisation et de paix pour l'ensemble de la région et le monde.

Nous saluons donc les efforts du Président Obama à cet égard. Et nous espérons qu'il continuera jusqu'au dernier jour de son mandat à œuvrer dans cette direction.

Mes chers Collègues,

Les printemps arabes sont une autre illustration de mon propos.

Ces révoltes étaient légitimes. Elles traduisaient de vraies aspirations à la démocratie et à la prospérité.

Force est de constater que, dans certains pays, le chaos et la terreur l'ont emporté sur la démocratie.

Et que, dans d'autres pays, on assiste à un retour de l'autoritarisme d'Etat.

Ici également, la communauté internationale doit tout faire pour favoriser la démocratie, la paix et la prospérité.

Quant à l'Afrique, avec laquelle la Belgique partage une longue histoire commune, elle est en progrès constants, loin des clichés.

Nous devons soutenir avec force son développement économique, éducatif et politique.

En République Démocratique du Congo, la mise hors d'état de nuire des bandes armées, en particulier dans l'est du pays, est une urgente nécessité.

Au Sahel, au Mali et en République Centrafricaine, c'est la lutte contre le radicalisme religieux qui doit être la priorité.

Nous devons aussi nous mobiliser pour soutenir les populations qui, en Afrique, font face à la terrible épidémie Ebola.

Aux portes de l'Europe, nous assistons à une très grave déstabilisation. Les frontières internationalement reconnues sont violées.

Et l'Ukraine se retrouve face à un défi de gouvernance majeur. Etre inclusive et représentative tant de la majorité que des minorités ukrainiennes.

Quant à l'avion du vol MH17, dans lequel 6 Belges ont péri, les éléments actuellement connus sont accusateurs. Et nous attendons avec impatience le rapport final des experts indépendants qui doivent avoir accès au site et obtenir les réponses à toutes leurs demandes.

\*\*\*

Mes chers Collègues,

Nous n'aurons la paix que si la tolérance l'emporte sur la barbarie.

Et c'est tous ensemble que nous devons réagir.

C'est pourquoi je salue l'initiative américaine de lancer ici une réflexion sur le rôle de l'ONU dans le maintien de la paix.

Le rôle de l'ONU dans la prévention et la résolution des conflits est irremplaçable. Il s'agit de l'unique endroit où les représentants du monde entier peuvent se parler.

L'organisation mériterait certes d'évoluer dans son fonctionnement.

Reconnaissons que le droit de veto y a parfois été utilisé pour l'empêcher d'agir. Je suis ouvert à la réflexion qui a été lancée à cet égard.

Mais cette maison commune qu'est l'ONU doit être à tout prix préservée et encouragée à agir.

C'est pourquoi je remercie notre Secrétaire général de ses efforts inlassables pour améliorer encore son fonctionnement.

\*\*\*

Mes chers Collègues,

Notre monde continue à présenter des contrastes insupportables.

Trop d'êtres humains connaissent encore aujourd'hui l'extrême pauvreté, n'ont pas un accès assuré à l'eau ni aux services de santé de base et souffrent de malnutrition.

Qui peut croire que ces populations s'y résigneront ? Et ne serait-ce d'ailleurs pas un scandale de plus si elles devaient s'y résigner ?

La communauté internationale, le G7, l'OCDE, commencent à se pencher sur l'évasion fiscale.

C'est un enjeu essentiel, à l'instar de la lutte contre la corruption.

Il n'y aura par ailleurs pas de grands progrès humains sans une moralisation de la finance au niveau mondial. Notre responsabilité, à cet égard, est énorme.

Trop de femmes et d'hommes n'ont pas d'accès à un travail ou un logement uniquement parce qu'ils sont d'origine étrangère.

Trop de femmes sont victimes de violences physiques ou morales, uniquement parce qu'elles sont femmes.

Trop de personnes lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles et transgenres sont persécutées et rejetées uniquement parce qu'elles sont différentes ou aiment autrement.

Il est aussi de notre responsabilité de dénoncer et de combattre, tous ensemble et systématiquement, ces injustices et ces atteintes aux droits humains.

Mes chers Collègues,

Carrefour de nombreuses cultures, la Belgique est depuis toujours l'un des pays les plus ouverts sur le monde.

Son niveau de vie y est élevé. Et même si je les trouve trop importantes, les inégalités sont les plus réduites d'Europe.

Ceci est dû, largement, à la solidarité qui est organisée par l'Etat belge. Notre système de santé, notamment, est d'une qualité exceptionnelle et il est accessible à tous.

Par ailleurs, la Belgique est un pays multiculturel, tant par sa composition démographique que par les migrations nombreuses et diversifiées.

Chez nous, le respect de l'autre et la culture du compromis font partie d'un patrimoine commun.

La Belgique, comme l'Union européenne, ont un devoir de solidarité à l'égard des peuples en difficulté. Nous devons les soutenir dans leurs attentes légitimes d'un monde plus juste.

Mais nous devons aussi rester vigilants pour ne pas nous-mêmes tomber dans le piège de la régression sociale et l'augmentation des inégalités.

Toutes les avancées éthiques que nous avons obtenues sont précieuses et doivent être préservées.

\*\*\*

Mes chers Collègues,

La fraternité humaine n'est pas une utopie. C'est elle qui, bien souvent, a permis les plus belles avancées.

Nous devons transcender les frontières pour nouer de nouvelles coopérations, réduire les inégalités, faire naître de nouveaux espoirs.

Le plus puissant barrage contre la guerre et la violence, c'est bien la fraternité humaine.

C'est cette fraternité qui permettra demain de mieux partager les ressources de la planète, d'offrir un avenir à chaque enfant, de faire régner la paix partout et pour tous.

Mon pays, soyez-en sûrs, continuera à faire tout ce qui est possible pour rapprocher les peuples.

Nous croyons au partage et à la solidarité.

C'est donc tout naturellement que nous poursuivrons à vos côtés les nombreux combats pour la paix et la justice.

Je vous remercie de votre attention.